

sur le Continent, elle ne consiste qu'en une dette de plus de 60. millions de livres sterl. qui épuise l'intérêt des Terres, réduit le commerce à l'étroit, occasionne de nouvelles charges, & entraîne après soi des influences qui mettent en danger la Constitution de l'Etat, sapent son crédit, & rongent jusqu'aux parties seules capables de fournir à son soutien & à sa substance.

III. Les moyens de continuer la guerre nous ont paru & nous paroissent encore non-seulement onéreux & insupportables à la Nation, mais aussi insuffisans pour parvenir à la fin désirable qu'elle se propose, & qui, suivant notre opinion, doit être le rétablissement de la paix. Il ne nous paroît pas qu'on puisse justifier la manière dont la guerre a été conduite pendant le cours des changemens survenus dans l'administration publique, depuis la victoire infructueuse de Dettingen, jusqu'au carnage qui s'est fait de nos braves compatriotes, à l'action de Fontenoy.

IV. Nous avons encore moins de raison de concourir dans les mesures présentes, lorsque nous réfléchissons sur la conduite de nos Alliés. Peu s'en est fallu, que l'Italie n'ait été perdue. . . La Barrière des Pays-Bas a été abandonnée, sans que l'on puisse en justifier la perte.

V. Les Ministres qui nous ont engagés dans ces mesures présentes, ont déclaré la concurrence des Hollandois, essentielle pour en assurer le succès. La nouvelle administration, établie dans les affaires publiques, regarda aussi cette concurrence comme une condition nécessaire à la continuation des mêmes mesures. Après bien des considérations, nous jugeons qu'il est inexcusable de continuer des mesures qui accablent notre pauvre Patrie, épuisée par de nouvelles & immenses dépenses, que la